

## **Menaces de fermeture de l'Agence Roger-Viollet / Parisienne de Photographie**

L'agence de presse photographique Roger-Viollet / Parisienne de photographie gravement menacée !

**Salariant 35 personnes hautement qualifiées,  
cette institution parisienne de renommée mondiale est en danger !**

Le patrimoine culturel et les missions de service public une fois encore sacrifiés sur l'autel de la rentabilité !

M. Bruno Julliard, Premier Adjoint au Maire au Conseil de Paris chargé de la Culture et M. Noël Corbin, Directeur des Affaires culturelles, auraient décidé, **après 79 ans d'existence**, de fermer l'Agence Roger-Viollet.

L'agence de presse photographique Roger-Viollet, située 6, rue de Seine à Paris VI<sup>e</sup>, est une marque de la Parisienne de Photographie, Société Publique Locale dont les deux actionnaires sont la Ville et le Département de Paris et dont les missions sont de diffuser, numériser, sauvegarder et valoriser les fonds photographiques et les collections des bibliothèques et musées municipaux. Ses équipes sont notamment chargées de rendre accessible et de mettre à la disposition des professionnels (presse, édition, multimédia, TV, chercheurs, historiens, ...) et du grand public un **fonds exceptionnel de 12 millions d'images**.

Ce haut lieu de la culture, de la valorisation et de la diffusion d'archives photographiques, historiquement situé derrière l'Institut de France dont dépend la section photographie de l'académie des beaux-arts, est gravement menacé.

La diffusion des collections de l'agence Roger-Viollet / Parisienne de Photographie est assurée avec l'aide de nos partenaires à travers la célébration d'évènements historiques majeurs, qu'ils soient parisiens, nationaux ou mondiaux : **la Commune de Paris, le discours de Jaurès au Pré-Saint-Gervais, les guerres mondiales, les personnalités culturelles et politiques, les expositions universelles, la construction de la Tour Eiffel, le Front Populaire, les vieux quartiers de Paris, ses métiers, l'Occupation, la Libération de Paris, les grands travaux haussmanniens, la crue de 1910, Mai 68, ...** Mais également à travers la participation aux grands évènements comme les festivals Visa pour l'Image, ImageSingulières et autres expositions culturelles valorisant ces fonds et ces photographes exceptionnels et aussi la diffusion de photographes patrimoniaux comme Janine Niepce, Laure Albin Guillot, Pierre Jahan, Henry Clarke, François Kollar, Jean Marquis, Jean Mounicq ou de photographes de presse issus du journal France-Soir...

Le modèle monté par la Ville de Paris qui supposait que l'activité de commercialisation finance en grande partie les missions de service public est aujourd'hui en échec. Les solutions envisagées sont une diminution drastique des activités de la Parisienne de Photographie, voire la fermeture de la société.

Cette logique purement comptable ne tient nullement compte de ce qui fait la richesse de cette institution. Elle constitue une approche totalement irréaliste qui aurait pour effet de **sacrifier sur l'autel de la rentabilité** le savoir-faire de la Parisienne de Photographie, de ses documentalistes, photographes du patrimoine, journalistes et de l'ensemble du personnel. L'ensemble de leur travail ne serait plus accessible aux professionnels de l'image – **www.roger-viollet.fr** – aux amateurs de photographies parisiennes – **www.parisenimages.fr** – et à l'ensemble du public.

Inévitablement, cette logique "low cost" conduira à se reposer sur des sociétés extérieures et de sous-traitants d'une part, et à banaliser et dévaloriser les compétences et les **qualifications des personnels** d'autre part.

La municipalité peut-elle vraiment décider de **brader l'histoire de Paris** et de la photographie au profit d'agences ou de sociétés externes à la ville ?

Le conseil d'administration du 13 juin 2017 n'a pas permis d'aboutir à des conclusions rassurantes concernant le sort réservé à l'agence et ses 35 salariés. M. Noël Corbin, interpellé par les salariés à la sortie, a toutefois tenu à les assurer de l'intention de la ville de pérenniser l'activité. M. Corbin s'est ensuite engagé à donner une visibilité claire sur l'avenir de la société avant la mi-juillet, en précisant qu'à partir de 2020 il faudrait trouver un autre partenaire public suite à la fusion du département et de la Ville de Paris, les deux actionnaires actuels de la société. Les salariés ont alors répondu qu'il fallait un véritable projet, stable et durable et qu'un simple sursis ne serait pas acceptable.

**La Culture a un coût et la ville doit l'assumer !**

**Soutenez-nous en signant la pétition :** <https://goo.gl/b9DWs1>